



Notes de lecture

Tim JACKSON

- **Prospérité sans croissance – La transition vers une économie durable**

Henri BERGERON et Patrick CASTEL

- **Politiques de l'obésité : affaires publiques, affaires privées ? – Regards croisés sur l'obésité**

Jean-Louis RASTOIN et Gérard GHERSI

- **Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques**

Thierry POUCH

- **La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation**

NESE n° 35, octobre 2011, pp. 141-148

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et Études Socio-Économiques est une revue du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de trois numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directrice de la publication :

Fabienne Rosenwald, MAAPRAT-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Hérault, MAAPRAT-SG-SSP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Secrétaire de rédaction :

Pierre Claquin, MAAPRAT-SG-SSP-CEP, Chargé de mission

Comité de rédaction

Jean-Claude Teurlay, MAAPRAT-SG-SSP, Adjoint au chef du SSP

Martin Bortzmeyer, MEDDTL-CGDD, Chef de bureau

Philippe Boyer, FranceAgriMer, Direction Marché Études et Prospective

Frédéric Courleux, MAAPRAT-SG-SSP-CEP, Chef du BEAE

Bruno Hérault, MAAPRAT-SG-SSP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Aurélie Darpeix, MAAPRAT-DGPAAT, Chargé de mission au BPCEC

Aurélien Daubaire, MEFI-DGT, chef du BEA (POLSEC 4)

Nathanaël Pingault, MAAPRAT-DGPAAT, Chef du BSECC

Jean-Luc Pujol, INRA, Directeur Mission d'anticipation Recherche Société et Développement durable

Sylvain Rousset, CEMAGREF, Ingénieur Chercheur

Julien Vert, MAAPRAT-SG-SSP-CEP, Chef du BPSIE, Centre d'Études et de Prospective

Sébastien Treyer, IDDRI, Directeur des programmes

Tancrede Voituriez, CIRAD, IDDRI

Composition : SSP - ANCD

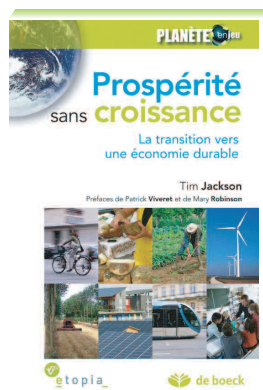
Impression : SSP - BSS

Dépôt légal : à parution

ISSN : 2104-5771

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



JACKSON Tim

Prospérité sans croissance – La transition vers une économie durable, De Boeck, 2009, trad. 2010.

Paru en 2010 dans sa version française, *Prospérité sans croissance* tire sa source d'un rapport rédigé en 2009 par Tim Jackson en sa qualité de commissaire à l'économie de la commission pour le développement durable britannique. Il y tente de répondre à une question simple, au moins dans sa formulation : est-il possible d'imaginer une économie sans croissance ? Nourrissant son analyse des apports des sciences de l'environnement, de la théorie économique, de la sociologie de la consommation ou encore de la philosophie politique et morale, Tim Jackson démontre que cette hypothèse ne relève pas de l'utopie. Commencant par analyser les causes de la crise économique et écologique actuelle, l'ouvrage explore ensuite une à une les implications de l'abandon de la croissance pour proposer des modifications structurelles importantes, mais réalisables, de nos sociétés et du système économique sur lequel elles reposent.

Le constat initial est simple : un système économique en expansion continue paraît *a priori* incompatible avec les limites écologiques d'une planète finie. De toute évidence, notre mode de développement actuel n'est pas durable. Et si le souhait d'une prospérité partagée est fondamental et universel selon Tim Jackson, ce vœu ne rime pas nécessairement avec croissance. Au contraire, en augmentant les inégalités, elle ne favorise pas le bonheur humain là où le niveau de richesse est d'ores et déjà élevé. Face à ce

constat, il devient urgent de changer le « moteur » de notre économie.

Selon l'auteur, la crise amorcée en 2008 pourrait bien en être l'opportunité. Il lui attribue en effet une responsabilité systémique : l'augmentation permanente de l'endettement qui a précipité la chute de l'économie a été directement favorisée par les politiques d'expansion monétaire et de dérégulation des marchés financiers, dont le but ultime était bien de maintenir la croissance.

Tim Jackson souhaite alors redonner une place centrale à la prospérité dans la société. S'il admet qu'elle ne peut s'envisager indépendamment de la satisfaction de besoins matériels, elle comporte aussi des dimensions sociales et psychologiques. Il s'agit pour chacun d'être en mesure de satisfaire des « grandes fonctions » (être en bonne santé, participer à la vie en société, etc.), ce qu'il nomme « capacités d'épanouissement ».

Si ces capacités ne sont pas directement dépendantes de biens matériels ou du revenu, il apparaît toutefois que l'instabilité causée par l'absence de croissance compromet les conditions de l'épanouissement humain. Voilà le dilemme posé : la croissance n'est pas soutenable et la décroissance est instable... La suite de l'ouvrage s'attache alors à trouver des solutions à ce « théorème d'impossibilité ».

L'augmentation de l'efficacité des processus productifs par le progrès technologique est généralement avancée comme la solution la plus simple, en dissociant la création de richesse de son impact écologique. Mais Tim Jackson montre, chiffres à l'appui, qu'il n'existe aujourd'hui aucun signe tangible tendant à attester la faisabilité de ce découplage. Il apparaît même que les gains d'efficacité nécessaires au respect des contraintes écologiques de la planète sont totalement incompatibles avec une économie telle que nous la connaissons.

Tim Jackson admet toutefois qu'abandonner ce système ne sera pas simple. La dépendance structurelle de l'économie à la croissance, en grande partie alimentée par l'innovation incessante, fait écho à une certaine logique de la société. L'importance psychologique et sociale de la possession matérielle rend l'épanouissement indissociable de la consommation de biens nouveaux. L'interdépendance entre ce besoin et la nécessité d'innover, pour soutenir la croissance, nous enferme dans la « cage de fer consumériste » selon Tim Jackson. Pour en sortir, il propose alors de développer un autre type de structure économique et de changer de mode de vie et de structure sociale.

Dans un contexte de crise, ce changement doit passer d'abord par un « *New Deal* vert » selon Tim Jackson : un investissement massif dans les défis écologiques d'avenir. Prudent financièrement, ce stimulus devra s'appuyer en priorité sur une épargne solide prenant la forme de « bons d'État verts » par exemple. Un tel plan ne devra pas viser un retour au « *business as usual* », mais un nouveau type de croissance permettant de garantir la stabilité économique et de maintenir l'emploi tout en étant adapté aux contraintes écologiques.

Pour cela, il est nécessaire de développer une nouvelle théorie macroéconomique écologique selon l'auteur. Sa variable centrale, le PIB, devra être revue pour mieux représenter le bien-être et prendre en compte les contraintes écologiques. À l'augmentation perpétuelle de la productivité comme moteur de la croissance, Tim Jackson oppose le partage du travail et le développement de secteurs d'activités dématérialisées, intenses en main-d'œuvre. Cette transformation s'appuiera sur un investissement écologique de long terme en grande partie assumé par l'État. Cette nouvelle théorie macroéconomique aura finalement pour ambition de mettre fin à la dissociation, tou-

jours en vigueur, entre l'économie de la société et l'environnement.

Le deuxième volet du changement doit permettre de sortir de la logique sociale du consumérisme matérialiste, en cherchant des sources de satisfaction hors des marchés conventionnels. Mais Tim Jackson est conscient que cette transformation ne pourra pas uniquement passer par des choix individuels : un changement d'ordre structurel, impulsé en premier lieu par les politiques, sera nécessaire.

Dans ce double changement, le rôle de l'État est donc central. Il doit être le garant de la « prospérité durable », selon Tim Jackson et échapper à sa logique schizophrène qui d'une part le lie à la croissance et d'autre part à la protection du bien commun à long terme.

Finalement, pour sortir d'un modèle basé sur la croissance et orienter la société vers une prospérité durable, Tim Jackson fixe trois grandes lignes : établir des limites écologiques, réparer la structure économique, changer la logique sociale. Selon lui, loin d'être irréalisables, ces principes se basent en grande partie sur des initiatives existantes, comme le développement de nouveaux indicateurs de bien-être, le renforcement du capital social, etc. Au-delà de la mise en cohérence de ces nombreuses réflexions, l'ouvrage de Tim Jackson leur offre avant tout un fondement théorique global. Montrant qu'il est possible de sortir de l'impasse écologique de la croissance tout en aspirant à une prospérité durable et partagée, il témoigne d'une nouvelle étape vers la prise en compte réelle des principes du développement durable. Pour mener à bien cette transformation ambitieuse, il faudra tout de même garder à l'esprit un point non abordé dans l'ouvrage de Tim Jackson, mais aujourd'hui incontournable : la nécessité d'une coordination renforcée des États à l'échelle mondiale.

Clément Villien

Chargé de mission Politiques agro-environnementales

Centre d'études et de prospective
MAAPRAT

clément.villien@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



BERGERON Henri et CASTEL Patrick
Politiques de l'obésité : affaires publiques, affaires privées ? – Regards croisés sur l'obésité, Éditions de Santé & Presses de Science Po, Collection Séminaires Paris, 2011.

Cet ouvrage analyse de façon pertinente et impertinente la question de l'obésité, telle qu'appréhendée par la société et traitée par les politiques de santé depuis 30 ans dans le monde. Il exprime le sentiment de spécialistes sur la complexité du phénomène et la difficulté de lui appliquer une politique simple. Difficulté d'autant plus grande que ces politiques s'adressent à la responsabilité d'individus considérés comme rationnels, un postulat que les auteurs s'attachent à déconstruire, comme le souligne Didier Tabuteau dans sa préface.

En introduction, par leurs regards croisés, Henri Bergeron et Patrick Castel commentent le fait que l'obésité est stigmatisée depuis longtemps. En effet, dès le Moyen Âge, si le « gros » est symbole d'abondance, de puissance et d'ascendance, le « très gros » est déjà raillé et perçu comme fainéant, avide et manquant de tempérance.

Cependant, c'est le projet statistique de connaissance de la population et de son gouvernement, à la base des États modernes, et le développement des calculs de probabilité au milieu du XX^e siècle, qui ont permis en particulier aux sociétés d'assurance de produire des statistiques et des calculs de risque en fonction du rapport taille/poids.

Selon David Le Breton, la déclaration d'épidémie mondiale par l'OMS (1997) en serait en quelque

sorte la conclusion récente. Cette tendance a pour conséquence, toujours selon l'auteur, une idéalisation, au plan mondial, de la minceur devenue norme culturelle internationale, et la dénonciation ou la stigmatisation du « gros », considéré comme une menace pour les systèmes de santé et comme un risque sanitaire mondial. Le penchant actuel serait ainsi de blâmer le manque de volonté de ceux qui ne mincissent pas et de les mépriser.

Selon Marie-Aline Charles, l'augmentation rapide de l'obésité dans les classes les plus modestes, augmentation provoquée pour partie par un accès à bas prix aux calories, a entraîné une volonté de démarcation des classes les plus aisées : le surpoids, considéré comme facteur de risque, serait alors d'autant mieux accepté qu'il stigmatise la différence sociale. Et il est bien difficile de transformer, individuellement, ce marqueur social en fierté comme certains tentent de le faire en France et aux États-Unis.

D'après Faustine Regnier, ce qu'on tient pour acquis sur le plan des connaissances, c'est bien le fait que cette baisse continue du prix de la calorie est un facteur explicatif incontournable. La courbe d'obésité a augmenté rapidement depuis les années 1980 mais elle semble se stabiliser. On note aussi des différences de susceptibilité plus fortes depuis les générations des années 1960. L'explication en est très rapidement brossée et tient à la conjonction de plusieurs facteurs :

la disponibilité et le prix des aliments, la taille des portions, leur densité calorique, l'augmentation de la consommation des boissons non alcoolisées et une sédentarité accrue, à quoi s'ajoute le manque de sommeil. Schématiquement, travailler plus et se nourrir de plats préparés serait plus attractif que passer son temps libre à cuisiner. L'auteur conclut même qu'autrefois les actifs étaient payés pour dépenser de l'énergie, alors qu'aujourd'hui, avec la tertiarisation de l'économie, ils doivent payer pour se dépenser.

Thibault Bossy démontre l'aspect politique de l'obésité considérée comme maladie. Selon lui, la « *sanitarisation* » d'un problème est un classique de la politique des démocraties comme des ONG. Cette tendance infiltre selon lui tous les discours : « Transformer un problème autrefois saisi et qualifié sous un autre jour dans le langage de la santé permet d'augmenter les chances que celui-ci parvienne à s'inscrire dans l'agenda public et fasse l'objet d'une intervention légitime des autorités publiques ». Mais cette tendance a aussi pour conséquence la médicalisation du problème : régimes, médicaments, chirurgie.

L'obésité est une maladie en deux phases selon Arnaud Basdevant : son installation est d'abord liée à des facteurs personnels, micro-environnementaux, et socio-économiques ; elle devient ensuite irréversible et résiste aux efforts de perte de poids par des mécanismes biologiques. De plus, les normes d'apparence peuvent entraîner des troubles compulsifs, les TCA (troubles du comportement alimentaire), ayant des ramifications psychiques dont il est difficile de venir à bout.

Après avoir diagnostiqué le problème, les auteurs s'intéressent ensuite aux solutions et posent la question du « Comment agir ? » Les propositions généralement avancées sont multiples mais pas forcément efficaces selon eux : la taxation des aliments est une fausse bonne idée selon Fabrice Etilé. Elle présenterait de forts risques de report de consommation comme la privation d'autres produits de la part des consommateurs, et de réactions des industriels écornant la qualité, pour modérer la hausse consécutive des prix.

Charlotta Levay souligne de son côté que les campagnes de prévention font comme si les humains étaient des individus autonomes et rationnels, ce qui n'est pas le cas. En outre, elle note que les recommandations sont souvent proches des comportements et pratiques sociales des classes aisées, et très éloignées de celles des plus pauvres.

Enfin, en soulignant que la recherche de stimulants par l'humanité est une constante depuis la nuit des temps, Clarisse Gervais, Mario Sanchez et William Lowenstein analysent longuement la faiblesse des connaissances en matière d'addiction, prenant exemple sur l'alcoolisme pour établir un parallèle avec l'addiction au sucré ou au gras. Ils pointent les risques que court l'administrateur de fonds publics à ne pouvoir appréhender le problème autrement qu'au travers du prisme des médicaments et des traitements.

En conclusion, les auteurs rappellent la complexité et la variété des processus et mécanismes générateurs de cette « épidémie mondiale ». Les causes en sont non seulement environnementales, sociales et économiques, mais aussi individuelles (psychiques, génétiques, comportementales).

Ils soulignent également l'importance du cadre cognitif individualiste actuellement en vogue. Aux États-Unis comme partout ailleurs, l'accent est mis sur cette responsabilité individuelle au lieu de raisonner en termes de politiques structurelles et de réduction des inégalités.

Les auteurs concluent ainsi sur cette conjonction historique entre la menace d'effritement des politiques de protection sociale et l'insistance accrue sur cette responsabilité individuelle.

Ce petit ouvrage parfois polémique vise à alimenter le débat sur le sujet sans redouter la controverse. Il présente des regards originaux à défaut d'être toujours très positifs sur l'obésité considérée en tant qu'objet sociopolitique et plus seulement médical et économique.

Annie Soyeux

Chargée de mission Alimentation
sécurité sanitaire

Centre d'études et de prospective
MAAPRAT

annie.soyeux@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



RASTOIN Jean-Louis et GHERSI Gérard
Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques, Versailles : Éditions Quæ, novembre 2010, 565 p.

Si de nombreux ouvrages traitent de la question de la sécurité alimentaire dans le monde, l'originalité et l'apport de celui-ci réside dans la notion de « système ». Ce ne sont pas seulement l'offre et la demande qui sont étudiées, en effet, mais également leurs interactions, l'organisation des filières, le pouvoir de négociation des différents acteurs, les politiques publiques, etc.

Dans la lignée du fondateur de l'économie agroalimentaire Louis Malassis, pour qui un « système alimentaire est la manière dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps, pour obtenir et consommer leur nourriture », l'ouvrage mobilise plusieurs disciplines : l'économie, la sociologie, la nutrition, l'histoire, etc. Il prend la forme d'un traité académique dont l'objectif est de présenter les théories, concepts, méthodes et analyses empiriques sur la question de l'alimentation d'une population croissante, tout en restant destiné à un public large.

La première partie s'intéresse aux principales composantes du système alimentaire, à ses variables d'entrée (les produits de l'agro-fourniture par exemple) et de sortie (la valeur ajoutée, le chiffre d'affaires). La deuxième

partie examine les modes de coordination de ce système aux niveaux national et international, puis étudie les formes de consommation, les phénomènes d'internationalisation et les politiques de sécurité alimentaire. La conclusion propose une esquisse de prospective du système alimentaire mondial à l'horizon 2050.

Selon les auteurs, celui-ci a connu historiquement quatre stades : le stade « agricole » (économie d'autosubsistance en circuit court), le stade « artisanal » (développement de la petite transformation et de la restauration de rue), le stade « agroindustriel » (la valeur ajoutée des IAA devient aussi importante que celle de l'agriculture, et forte croissance de la restauration hors foyer) et enfin le stade « agro-tertiaire ». Ce dernier stade est marqué par la prépondérance des services au sein du système alimentaire : les dépenses de restauration hors du domicile deviennent comparables à celles de la consommation à domicile, les intrants matériels régressent au profit des services (transport, immatériel, marketing). Pour Rastoin et Gherzi, seuls les États-Unis auraient atteint ce stade, mais la plupart des pays à hauts revenus en prennent la direction.

Ce modèle est très sûr du point de vue hygiénique et sanitaire, mais peu satisfaisant d'un point de vue nutritionnel, puisqu'il engendre des maladies en forte croissance : obésité, pathologies cardiovasculaires, diabète. S'il a permis de réduire fortement le prix des produits alimentaires, grâce à une production intensive et spécialisée, il crée des externalités négatives, aussi bien environnementales que sociales.

Le scénario de la continuité, proposé par les auteurs, prolonge ces tendances en allant vers des aliments plus médicalisés, une explosion des « kilomètres alimentaires » ainsi qu'une forte volatilité des prix internationaux. Le poids des firmes multinationales s'accroît aux dépens des États, une centaine d'entreprises géantes des secteurs de l'agro-alimentaire, de l'agribusiness, de la transformation, de la logistique et de la distribution assurent l'essentiel de la production et de la commercialisation des aliments à l'horizon 2050. Ce scénario se traduit par une forte consommation énergétique et par conséquent des émissions importantes, ainsi qu'un épuisement des ressources naturelles.

Le scénario de la rupture est intitulé « modèle alimentaire de proximité ». Il est basé sur des filières courtes, un système de production localisé, des PME plutôt que des multinationales. L'auteur en pointe cependant les limites : forte baisse de la productivité, baisse des capacités d'exportation, nécessaire investissement en temps du consommateur (cuisine) et hausse des prix alimentaires, etc. Les avantages en sont une plus grande auto-suffisance, un meilleur bilan énergétique et une occupation équilibrée du territoire, avec un maintien de l'emploi. L'objectif de santé publique serait atteint par un modèle de consommation plus satisfaisant du point de vue nutritionnel (diète équilibrée de type méditerranéen) et social (recomposition de l'acte alimentaire autour de repas collectifs conviviaux). Ce scénario nécessite une

accentuation des politiques publiques dans de multiples domaines, ainsi qu'un renforcement des organisations de filières de type « interprofessions ».

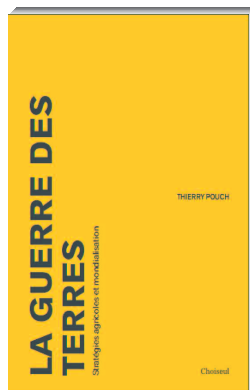
Selon les auteurs, « l'évolution la plus probable du système alimentaire est une cohabitation entre ces deux scénarii extrêmes ». Un ajustement du modèle agroindustriel, pour prendre en compte certaines des contraintes évoquées, est d'ailleurs déjà en cours. Par ailleurs, le modèle de proximité est handicapé par le manque de moyens financiers et humains. Il est donc indispensable de réfléchir à un « modèle hybride de transition vers un modèle alimentaire durable », différent selon les espaces géographiques.

Pour cela, ils appellent de leurs vœux une véritable politique alimentaire, qui passerait par une modification des comportements du consommateur, une revalorisation des aliments et une certaine relocalisation (à l'échelle des grandes régions du monde) des systèmes alimentaires.

L'ouvrage est une véritable « somme » qui fait le point sur de nombreuses questions : partage de la valeur ajoutée, évaluation de la performance des filières, tendances de la consommation alimentaire, du commerce international, de la sécurité alimentaire, etc. Il gagnera à être réactualisé régulièrement et certains chapitres, comme le dernier sur la prospective, pourraient faire l'objet d'un autre livre, de manière à approfondir et à affiner encore le propos.

Céline Laisney
Chargée de mission Veille
Centre d'études et de prospective
MAAPRAT
celine.laisney@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



POUCH Thierry, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, Choiseul, 250 p. novembre 2010.

Le terme de « guerre », qui figure dans le titre de cet ouvrage, est bien au centre du propos de Thierry Pouch qui vise à montrer en quoi les échanges agricoles ont conduit les États à un véritable état de « guerre » commerciale, bien éloigné des attributs idéaux du libre-échange : gains de bien-être et paix entre les Nations. Il propose ainsi une analyse des échanges commerciaux, et des politiques agricoles en particulier, à travers la grille d'analyse de la *géoéconomie*, « *espace dans lequel peuvent se déployer les rivalités économiques et commerciales et les stratégies de pénétration des marchés* ».

L'ouvrage est articulé autour de trois grandes parties. Dans la première, « *Pourquoi y a-t-il des politiques agricoles ?* », l'auteur montre l'ancienneté des débats autour du statut et des spécificités des productions agricoles dans les échanges commerciaux. Il effectue pour cela un détour essentiel par l'histoire de la pensée économique « *prise comme un ensemble de doctrines, c'est-à-dire comme des réponses théoriques apportées à des objectifs politiques* ». Il propose une analyse globale et combinée de l'évolution des positions politiques et académiques, – en particulier de celle de David Ricardo – autour du commerce des produits agricoles et de ses déterminants.

Le processus d'ouverture commerciale de l'Angleterre est présenté jusqu'à son aboutissement avec l'abrogation des *Corn Laws*, lois encadrant le commerce des grains, en le replaçant en particulier dans le contexte d'industrialisation du pays : « *ces deux processus s'enchevêtrent et s'adosent à un contexte théorique dont la fonction est de répondre aux intérêts économiques et politiques de la classe dirigeante du moment, à savoir la bourgeoisie industrielle montante* ». L'auteur explicite ainsi notamment l'articulation entre l'évolution des questions agricoles et les rapports entre différentes classes sociales, aristocrates propriétaires fonciers, industriels, ouvriers. Le cas de la France, ayant au contraire opté pour une protection de son secteur agricole, du fait notamment d'une structure de la propriété foncière beaucoup plus atomisée, est également détaillé.

L'auteur revient ensuite sur la construction des politiques agricoles « modernes », notamment de la politique agricole américaine, dotée de nombreux instruments développés en particulier après la crise de la fin des années 1920, et de la politique agricole européenne, construite dans un contexte de guerre froide, dans un souci d'indépendance alimentaire européenne vis-à-vis des pays de l'Est. Cette partie se termine alors par un

essai de définition des politiques agricoles, qui peuvent être vues sous différents angles, dont celui des rivalités commerciales. Dans cette optique, une politique agricole peut être définie comme « *un ensemble d'instruments économiques permettant aux États et donc à leurs agriculteurs et à leurs industries agroalimentaires, de préserver ou d'élargir la compétitivité interne et externe de leurs produits agricoles et alimentaires, et de dégager des parts de marché au détriment de leurs principaux concurrents* ».

La deuxième partie de l'ouvrage, « *Les échanges agricoles, la montée des tensions* », retrace la genèse des rivalités croissantes entre l'Europe et les États-Unis dans un contexte d'érosion des parts de marché de ces derniers, qui ont conduit à l'intégration de l'agriculture dans les accords du GATT, aboutissant aux accords de Marrakech et à la création de l'Organisation mondiale du commerce. On pourra regretter que l'auteur n'intègre que trop peu dans son analyse la dynamique des accords internationaux sur les matières premières qui constituèrent, de l'immédiat après guerre jusqu'au début des années 1980, autant de tentatives pour réguler les marchés internationaux entre exportateurs. Cette profondeur historique supplémentaire ne peut d'ailleurs que conforter la volonté de l'auteur de déployer pleinement la notion de « géoéconomie », pour souligner la recherche de puissance et les rivalités qui s'exercent par le biais des échanges de produits agricoles, et qui, faute de coopération, ne peut aboutir qu'à une situation d'échec comme celle à laquelle sont confrontées les négociations de l'OMC, abondamment détaillées dans cette partie.

Suite notamment aux épisodes récents de crise alimentaire et au contexte de volatilité croissante des prix agricoles, qui ont réaffirmé la dimension stratégique que revêtent les approvisionnements alimentaires, la dernière partie de l'ouvrage est consacrée à « *L'étrange retour de la souveraineté alimentaire* ». Et il est notamment souligné que « *sécuriser l'approvisionnement alimentaire*

pour un État, c'est repousser le spectre de la disette et par conséquent restreindre le risque de la révolte, laquelle, véritable hantise des pouvoirs, constitue un facteur de décomposition de l'État ».

Après avoir détaillé différentes facettes que peut recouvrir la recherche de souveraineté alimentaire, avec notamment un volet consacré au phénomène d'accaparement des terres, l'ouvrage ouvre sur les perspectives en matière de politiques agricoles. L'auteur pose la question, suite à une analyse de l'échec du processus de libre-échange, de l'évolution vers la fermeture commerciale des États vis-à-vis des produits agricoles, et des potentialités que pourrait offrir le déploiement de politiques agricoles adaptées pour garantir la sécurité alimentaire nationale. Il pose également la question du devenir du rôle attribué à l'agriculture au sein de l'Union européenne, en discutant l'abandon complet de sa politique agricole et le recours à des importations moins coûteuses ou bien, au contraire, le renforcement de la Politique agricole commune pour préserver et renforcer sa production agricole.

Il s'agit là d'un aperçu du contenu de cet ouvrage, riche, documenté et bien illustré, dont on ne pourrait fournir ici une synthèse détaillée. L'ouvrage souligne en particulier l'intérêt des analyses combinées et conjointes de l'évolution des choix de politiques agricoles et commerciales d'une part, des théories économiques qui cautionnent ou non ces choix d'autre part, et enfin des rapports sociaux au sein de chaque pays, entre les différents acteurs du monde agricole, agroalimentaire, et l'État.

Marie-Sophie Dedieu

Chargée de mission Productions
et politiques agricoles

Centre d'Études et de Prospective

MAAPRAT

marie-sophie.dedieu@agriculture.gouv.fr

Recommandations aux auteurs

● Format

Les manuscrits sont présentés sous Word ou Writer en police de taille 12. Ils ne dépassent pas 50 000 signes espaces inclus, y compris tableaux, graphiques, bibliographie et annexes.

Sur la première page du manuscrit doivent figurer :

- le titre de l'article ;
- le(s) nom(s) de(s) auteur(s) et leur(s) institution(s) ;
- le résumé de l'article (800 signes espaces compris) en français et en anglais ;
- trois à six mots-clés en français et en anglais.

Toutes les sources des chiffres cités doivent être précisées. Les sigles doivent être explicités. Lorsque l'article s'appuie sur une enquête, des traitements de données, etc., un encadré présentant la méthodologie est souhaité. Pour une meilleure lisibilité, les notes de bas de page doivent être limitées en nombre et en longueur.

Les références bibliographiques sont présentées ainsi :

- a** - Dans le texte ou les notes, chaque référence citée est constituée du nom de l'auteur et de l'année de publication entre parenthèses, renvoyant à la bibliographie en fin d'article. Par exemple : (Griffon, 2004).
- b** - À la fin de l'article, les références sont classées par ordre alphabétique d'auteurs et présentées selon les normes suivantes :
 - pour un ouvrage : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, *Titre d'ouvrage*, ville, maison d'édition ;
 - pour un article : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, « Titre d'article », *Revue*, n° de parution, mois, pages.

Seules les références explicitement citées ou mobilisées dans l'article sont reprises en fin d'article.

● Compléments pour mise en ligne de l'article

Dans la perspective de la publication de l'article sur le site internet du CEP et toujours selon leur convenance, les auteurs sont par ailleurs invités à :

- adresser le lien vers leur(es) page(s) personnelle(s) à caractère « institutionnelle(s) » s'ils en disposent et s'ils souhaitent la(les) communiquer ;
- communiquer une liste de références bibliographiques de leur choix utiles pour, contextualiser, compléter ou approfondir l'article proposé ;
- proposer une liste de lien vers des sites Internet pertinents pour se renseigner sur le sujet traité ;
- proposer, le cas échéant, des annexes complémentaires ou des développements utiles mais non essentiels (précisions méthodologiques, exemples, etc.) rédigés dans la phase de préparation de l'article mais qui n'ont pas vocation à intégrer la version livrée, limitée à 50 000 caractères. Ces compléments, s'ils sont publiables, viendront enrichir la version Internet de l'article.

● Procédure

Tout texte soumis est lu par au moins 3 membres du comité de rédaction. Deux rapports écrits rédigés par un des membres du comité de rédaction et par un expert extérieur sont transmis aux auteurs. La décision de publication est prise collectivement par le comité de rédaction. Tout refus est argumenté.

Les manuscrits sont à envoyer, en version électronique uniquement, à :

- Pierre Claquin, secrétaire de rédaction : pierre.claquin@agriculture.gouv.fr
- Bruno Héroult, rédacteur en chef : bruno.herault@agriculture.gouv.fr

● Droits

En contrepartie de la publication, l'auteur cède à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, à titre exclusif, les droits de propriété pour le monde entier, en tous formats et sur tous supports, et notamment pour une diffusion, en l'état, adaptée ou traduite. À la condition qu'il demande l'accord préalable à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, l'auteur peut publier son article dans un livre dont il est l'auteur ou auquel il contribue à la condition de citer la source de première publication, c'est-à-dire la revue *Notes et Études Socio-Économiques*.

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et Études Socio-Économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications** > **Notes et études socio-économiques**

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP** > **Notes et études socio-économiques**

Abonnement à l'alerte électronique en envoyant un message à l'adresse :
revue-nee@agriculture.gouv.fr avec le sujet « **abonnement** »

Notes et études socio-économiques

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche,
de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire
Secrétariat Général
Service de la Statistique et de la Prospective
Centre d'études et de prospective

Renseignements :

Centre d'Études et de Prospective
12, rue Henri-Rol-Tanguy –
TSA 70007 –
93555 Montreuil sous Bois Cedex

tél. : 01.49.55.43.09

Diffusion :

Service de la Statistique et de la Prospective
Bureau des ventes – BP 32688
31326 – Castanet Tolosan cedex

Vente au numéro : agreste-ventes@agriculture.gouv.fr
fax : 05.61.28.93.66

Abonnement : tél. : 05.61.28.93.05